Autriche

La fin du bon exemple autrichien ?

Christian DUFOUR

L'Autriche a la réputation d'être un pays connaissant traditionnellement un faible taux de chômage. En juin 2002, il se situe à 4,1 % alors que la moyenne dans la zone euro est de 8,4 %.

Malgré ce niveau relativement faible, le chômage connaît des variations sensibles. Au cours de la décennie 1990, on peut repérer trois séquences différentes en la matière.

De la mi-1990 à la mi-1993, suivant les normes « nationales » (voir encadré), le chômage progresse de 5 % à près de 7 % de la population active. Le pays s'installe ensuite jusqu'à la mi-1998 dans un couloir entre ces seuils. Puis, une rapide décrue conduit en deux ans le chômage à un point bas : aux environs de 5 %, mi-2000. Sur toute cette période, le taux d'emploi reste relativement stable et les effectifs employés ne progressent que très modestement, de 2,5 % en une décennie, malgré une croissance plus soutenue que celle des autres pays de l'Union.

Depuis lors, le taux de chômage est reparti à la hausse, pour atteindre près de 7 % au cours du printemps 2002. Les perspectives de l'emploi ne sont guère favorables, et celles d'une reprise économique se sont dégradées à la fin du printemps 2002.

L'Autriche semble hésiter devant un phénomène dont elle a du mal à mesurer l'ampleur, alors qu'elle se trouve devant des échéances de long terme d'une portée économique considérable. La montée du chômage s'inscrit parmi les facteurs qui provoquent une crise politique fatale à la coalition au pouvoir en septembre 2002.

Tableau 1. Croissance du volume du PIB en Autriche

	Variation annuelle en pourcentage			Prévisions	
Part dans le PIB de l'OCDE 1995	**Moyenne 1989-1999**	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**
0,8	2,5	3,0	1,0	1,2	2,8

Source : Perspectives de l'emploi de l'OCDE, juillet 2002.

Tableau 2. Indicateurs clés de l'emploi en Autriche								
	1991	1992	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Population totale (milliers)			8 045	8 058	8 070	8 077	8 083	8 103
Emploi total (milliers)	3 950	3 959	3 928	3 906	3 926	3 956	4 011	4 046
Travailleurs indépendants (%)	22,3	21,8	20,4	20	19,7	19,5	19,2	18,9
Travailleurs à temps partiel (%)	14	14	14,1	14	14,7	15,7	16,4	16,3
Taux d'activité			71,2	70,7	70,7	70,8	71,1	70,8
Taux de chômage			3,9	4,4	4,4	4,5	3,9	3,7

Source : L'emploi en Europe 2001, évolution récente et perspectives, Commission européenne.

Caractéristiques du chômage et du ralentissement économique

Un chômage sélectif mais à la progression massive

Le mois de juin 2002 servira ici de base d'analyse à l'évolution du chômage. Avec 191 687 personnes au chômage, ce mois enregistre un fort recul mensuel (-16 000). L'effet saisonnier est très fort dans ce pays où le tourisme revendique une forte flexibilité du travail dans une activité consommatrice de main-d'œuvre. Or le tourisme est l'un des ressorts économiques qui continue d'afficher des progressions de chiffre d'affaires significatives (+4,5 % au printemps 2002 sur le printemps 2001, voir « nuitées », tableau 4). Par rapport à juin 2001, la progression du chômage est impressionnante : +28 672 personnes, soit près de 18 %. Les hommes constituent 54 % des chômeurs, mais sur l'année écoulée ils ont vu leur effectif progresser de 22 %, alors que celui des femmes ne connaissait une avancée « que » de 12,7 %. Les jeunes hommes de 15 à 25 ans sont les plus concernés par cette progression. Ils représentent en juin 2002 8,2 % des chômeurs alors que leur effectif a progressé de 30 % sur une année. Les femmes de 15 à 25 ans constituent 6,9 % des chômeurs après une progression de près de 15 % de leur effectif. L'ensemble des jeunes de 15 à 25 ans, une population qui semblait auparavant relativement protégée par le système dual

Tableau 3. Evolution du chômage, non corrigé des variations saisonnières, juin 2001 à juin 2002			
	2001	2002	Evolution
Chômeurs déclarés en juin	163 015	191 687	+17,6 %
Hommes	84 797	103 504	+ 22 %
Femmes	78 218	88 183	+ 12,7 %
Hommes de 15 à moins de 25 ans	12 437	15 797	+ 27 %
Femmes de 15 à moins de 25 ans	11 552	13 256	+ 14,7 %
Chômeurs « nationaux »	140 638	164 401	+ 16,9 %
Chômeurs étrangers	22 377	27 286	+ 21,9 %
Chômeurs avec promesse d'emploi	19 538	19 796	+ 1,3 %
Chômeurs sans promesse d'emploi	143 051	171 891	+ 20,2 %

Les don nées na tio na les au tri chien nes et les don nées Eurostat

L'Au triche uti lise de longue date un mode de cal cul du chô mage re po sant sur un « concept de sub sis tance » sui vant le quel un sa la rié est consi dé ré en si tua- tion d'em ploi dès lors qu'il tra vaille au moins douze heu res par se maine. Il est pos sible en outre de cu mu ler un em ploi par tiel et l'ins crip tion au chô mage. A partir de 1995, avec son entrée dans la Communauté européenne, l'Autriche calcule aussi un taux de chômage standardisé, produisant un résultat net te- ment in fé rieur au pré cé dent.

La correspondance entre ces deux définitions du chômage se lit dans le ta- bleau sui vant :

	1998	1999	2000	2001	2002*	2003*
Taux de chô mage (dé fi nition na tio nale)	7,2	6,7	5,8	6,1	6,9	6,7
Taux de chô mage (dé fi nition Eurostat)	4,5	3,9	3,7	3,6	4,0	3,8

Source : Bank Aus tria Cre di tans talt, août 2002. * pré vi sions Bank Aus tria.

Dans le dé bat na tio nal, ce sont les chif fres de la série na tio nale – la plu part du temps non-dé sai son na li sés – qui sont uti li sés. Cela est lié à la fois à la « tra di- tion » du débat et aux fortes variations d'emploi saisonnières connues dans deux sec teurs im por tants du pays, la cons truc tion et le tou risme [1].

***	Occupés	Chômeurs (milliers)	Taux de chô- mage
1999	3 107,9	221,7	6,7 %
2000	3 133,7	194,3	5,8 %
2001	3 148,2	203,9	6,1 %
2001 dec.	3 100,6	267,8	8,0 %
2002 janv.	3 065,9	297,8	8,9 %
2002 févr.	3 084,0	287,0	8,5 %
2002 mars	3 121,5	249,1	7,4 %
2002 avril	3 128,7	231,2	6,9 %
2002 mai		207,8	
2002 juin		191,7	
2002 juil let		191,6	
2002 août		199,7	5,8 %

***Sui vant les cal culs na tio naux, don nées men suel les non cor ri gées des va ria tions sai sonnières.

1. Une étude de la Chambre du tra vail (*Arbeiterkammer*) publiée en juil let 2002 pense iden ti fier 500 000 per son nes qui tra vail le raient en vi ron un tiers de l'année à plein temps et qui ne se raient pas dé cla rées comme chô meurs le reste de l'année. Kai Biehl, au teur de l'étude, « n'ose pas par ler de chô- mage ca ché » et pense qu'il s'agit de sa la riés qui pro fi tent à cer tains mo ments de condi tions d'em ploi spé ci fi ques, hors des quel les ils ne se dé cla rent pas à la re cherche d'un tra vail, mais qui se raient dis po- ni bles pour oc cu per un em ploi dans les condi tions qu'ils sou hai tent (*Der Stan dard*, 3.4/8/2002, p.19).

d'apprentissage, paie donc un lourd tribut au ralentissement économique [1]. Il en va de même pour les étrangers, dont l'effectif de chômeurs augmente de près de 22 %, soit nettement plus que celui des chômeurs de nationalité autrichienne (+16,9 %). Enfin, les salariés âgés sont aussi lourdement pénalisés par le chômage.

Par contre, le mois de juin 2002 aurait dû amener une détente sur le chômage des salariés du bâtiment, qui ne s'est pas produite. Les bons résultats du tourisme et la tenue correcte du commerce de détail semblent expliquer que le chômage féminin soit moins sensible à cette conjoncture, dans un contexte de croissance des conditions « atypiques » d'emploi [2].

Un retournement économique sélectif à son début puis plus généralisé

L'année 2001 a été sévère, particulièrement dans sa deuxième partie, pour la production de certains biens industriels mais encore plus pour le secteur de la construction. Par contre, le commerce et l'hôtellerie/tourisme ont nettement mieux résisté. En 2001, la tendance ne fait que se dessiner, qui indique quelles sont les

Tableau 4. Indicateurs conjoncturels.
Evolution des résultats par secteurs regroupés

	Production de biens manufacturés	Construction	CA du commerce de détail	Nuitées
1997	7,2	2,3	-0,1	-3,4
1998	9,0	2,2	2,6	1,5
1999	6,0	1,3	3,0	1,6
2000	9,9	3,6	2,6	0,7
2001	0,2	-2,1	0,4	1,3
Juin 01	-0,9	-3,9	1,8	-5,1
Juillet 01	3,1	-1,7	-0,6	0,1
Août 01	-1,2	-4,1	2,1	-0,3
Septembre 01	-3,2	-6,9	-3,9	- 7,9
Octobre 01	-0,7	4,4	1,5	4,6
Novembre 01	-7,1	-0,5	-0,5	5,9
Décembre 01	-2,8	-12,9	-2,0	4,8
Janvier 02	-9,2 %	- 21	0,3	-1,4
Févr 02	- 2,3 %			5,2
Mars 02				12,2

Source : *Report 3/2002* Bank Austria.

1. Le nombre d'apprentis cherchant une place a progressé de 32,1 % en un an à juin 2002. Le nombre de places offertes a progressé de 2,3 % dans la même période, selon AMS, organisme public chargé de la politique de l'emploi.
2. « Was heisst atypisch beschäftigt für ArbeitnehmerInnen ? », www.oegb.at. Les données statistiques disponibles en la matière datent de 1999/2000 et ne permettent pas de vérifier l'influence de la nouvelle situation économique sur les conditions d'emploi.

Tableau 5. Evolution des emplois par branches, comparaison de 2000 et 2001	
Biens manufacturés	+6,5
Santé, soins vétérinaires, activités sociales	+5,5
Commerce, réparation automobile	+1,3
Services divers	+2,0
Hôtellerie, restauration	+1,0
Production de biens spécialisés	+0,2
Enseignement	+0,3
Pêche et élevage de poissons	-1,1
Crédit et assurance	-0,05
Organisations exterritoriales	-1,9
Services domestiques	-3,6
Agriculture, sylviculture	-0,7
Mines, Carrières	-2,4
Fourniture d'eau et d'énergie	-2,7
Transport et services de courrier	-2,1
Administration publique, défense, sécurité sociale	-1,3
Construction	-4,1
Ensemble	+0,4

branches perdantes et gagnantes en matière de places de travail [1].

A ce moment, la construction a perdu 4,1 % de ses effectifs en un an, soit plus de 10 000 emplois, ce qui confirme en l'accentuant une tendance enclenchée depuis plusieurs années. Les transports perdent plus de 4 700 emplois et 2,1 % de leur effectif ; l'administration publique a supprimé plus de 6 000 emplois, soit 1,3 % de ses effectifs. Par contre, la production de biens manufacturés est généralement gagnante, surtout si elle est exportatrice, y compris le textile et l'habillement. Les services affichent des performances positives en matière d'emploi, surtout lorsqu'ils sont nouveaux. Au total, en 2001, l'Autriche crée quelque 13 600 postes de travail supplémentaires, soit 0,4 % du stock de départ. Mais cela se produit via un transfert important d'emplois de certains secteurs (plutôt industriels et anciens) vers d'autres (plutôt services et qualifiés). Ce transfert d'emplois n'est sans doute pas le seul fruit du hasard et de la conjoncture : la politique gouvernementale entamée en 2000 par la coalition noire/bleue (ÖVP/FPÖ) y a aussi sa part. Mais il est vrai aussi que les entreprises au trichien nes tendent à investir de plus en plus lourdement dans les pays frontaliers de l'Est européen, au détriment de l'Autriche pour des raisons de coûts salariaux.

1. Hans Hruda (2002) « Arbeitsplätze: Gewinner und Verlierer nach Branchen, Jahreswerte 2001 » *AMS Info*, mars. Les données sont établies à partir des chiffres de cotisants au régime de sécurité sociale (*Hauptverband*)

Pendant la croissance du chômage, business as usual, *sauf si…*

Le gouvernement ne semble pas considérer la progression du chômage qui se dessine depuis le début de la récession, une année environ après son entrée en fonction (début 2000), comme une question véritablement prioritaire. Du strict point de vue statistique et historique, cette position n'est pas totalement étonnante : le niveau de chômage en juillet 2002 avec 7,1 % (série nationale désaisonnalisée) est égal à celui de décembre 1998 et comparable à celui que l'Autriche a supporté au cours de l'essentiel de la décennie 1990, pendant une période de gouvernement à majorité social-démocrate. En termes comparatifs internationaux, le puissant voisin allemand – qui sert constamment de référence et dont l'économie conditionne partiellement celle de l'Autriche – réalise des scores nettement moins enviables, sous administration social-démocrate. Tout se passe comme s'il s'agissait d'un mauvais moment à faire oublier : la mauvaise année 2001 doit être assumée, 2002 marquera une stabilisation et la reprise est assurée en 2003, au moment où surviendront les élections.

Retournement des prévisions au cours de 2002

Au début de 2002, le gouvernement peut mobiliser les conjoncturistes pour soutenir son point de vue. Dans son rapport de fin mai 2002 (*Report 3/2002*, Bank Austria), la Bank Austria fait état d'une situation économique « plus dynamique que prévu ». La progression du PIB devrait être de 1,7 % en 2002, surtout en raison d'un mauvais premier trimestre, et en atteignant une progression de 2,3 % pour 2003. L'industrie subit un recul particulièrement sensible – et la construction tout spécialement – mais selon cette analyse il s'agit d'une phase de consolidation, qui se ressent fortement de la faiblesse de la demande venant d'Allemagne. La reprise est attendue pour la fin de 2002. Elle devrait être consistante, grâce à une demande extérieure renouvelée, et à un renforcement du solde excédentaire de la balance commerciale.

Maintien d'une ligne ferme sur le déficit

Fort de ce pronostic, le gouvernement ne voit pas de raison de revenir sur son objectif essentiel d'annulation du déficit

Tableau 6. Prévisions conjoncturelles pour l'Autriche

	1999	2000	2001	2002	2003
PIB	2,8	3,0	1,0	1,7	2,3
Consommation privée	2,7	2,5	1,3	1,6	1,8
Investissements bruts	2,2	3,6	-2,6	1,8	3,3
Investissements d'équipements	4,3	11,1	-0,8	2,3	5,8
Investissements dans la construction	-0,0	0,3	-2,2	-0,9	1,5
Exportations	8,7	12,2	5,5	4,6	7,9
Importations	8,8	11,1	3,6	3,6	7,5
Prix à la consommation	0,6	2,3	2,7	1,8	1,7
Taux de chômage Eurostat	3,9	3,7	3,6	3,8	3,6
Taux de chômage national	6,7	5,8	6,1	6,7	6,3

Source : *Report 3/2002* Bank Austria

public. Dans son programme budgétaire pour 2000-2003 [1], le nouveau ministre des Finances (FPÖ) avait expliqué ces objectifs. Les restrictions budgétaires auront la vertu de prolonger la forte croissance en évitant une surchauffe et des effets inflationnistes négatifs. En matière d'emploi, la politique de libéralisation de l'économie ne peut qu'être positive, puisqu'elle donne plus d'espace au secteur privé et qu'elle favorise des conditions d'emploi plus productives. La période est favorable à ce changement de régime économique et au retrait de l'Etat de l'économie : « La forte dynamique d'emploi qui assure la création de 25 000 à 30 000 emplois par an facilite pour les salariés le changement d'emplois, de secteurs en récession vers des secteurs en croissance ; les personnes qui pouvaient espérer une place dans l'administration publique ont de bonnes chances d'emploi dans l'économie privée. (p.22) ». Et plus loin : « La forte croissance aide à opérer les changements structurels nécessaires dans le domaine des industries de réseau (énergie, télécommunications, transport). Avec la baisse des prix dans les secteurs privatisés on observe aussi en règle générale une croissance en volume (par exemple dans les Télécom) qui limite les effets immédiats les plus négatifs de la libéralisation (p.23) ». Cette politique est appliquée dans toute sa rigueur. En 2000, les dépenses publiques ne progressent plus (0,9 % pour un taux d'inflation de 2,3 %) ; en 2001, elles ont reculé de 0,2 %. En 2002 elles devaient stagner, pour ne progresser que de 0,5 % en 2003 sous l'effet des échéances électorales suivant au cours de cet exercice. Le déficit budgétaire, qui n'avait jamais été inférieur à 2,5 % entre 1978 et 1999, atteignant même au cours de 11 exercices de cette période un niveau compris entre 4 et 5,3 %, a été comprimé de 2,51 % en 1999 à 1,1 % en 2000, puis à 0 en 2001. Fin août 2002, le gouvernement prétendait toujours obtenir un déficit ne dépassant pas 0,4 % en 2002.

Au milieu de 2002, les prévisions se dégradent sérieusement. Les perspectives de reprise économique s'éloignent. Fin août, les conjoncturistes n'attendent plus qu'une croissance de 1 % pour 2002 et de 1,9 % pour 2003. Encore ces pronostics intègrent-ils les effets des inondations de l'été 2002 estimés à ¼ de point de croissance. Surtout, les prévisionnistes envisagent que la détérioration du résultat attendu en 2003 soit le fait d'une stagnation survenant dans la deuxième période de l'année. Les causes en sont essentiellement attribuées à « la détérioration de la conjoncture en Allemagne », mais « l'Autriche peut obtenir un meilleur résultat que l'ensemble de l'Euroland en raison du jeu possible avec le budget et de la baisse de l'inflation » [2]. En matière de chômage, les prévisions ne diffèrent pas sensiblement de ce qu'elles étaient : une détérioration constante de la situation est attendue. Mais cela pourrait être de courte durée. La création d'emploi qui avait accompagné la progression du chômage semble se tarir. En juillet 2002, elle se monte à 0,1 % par rapport à l'année précédente, et elle est due essentiellement à une forte progression des remplacements en cours de maladie. Sans eux, l'emploi

1. Bundesministerium für Finanzen (2000), *Budgetprogramm 2000-2003, Programm der Bundesregierung*, juillet.
2. Stefan Bruckbauer *BA-CA Economic-Report, Österreich aktuell*, 20 août 2002.

aurait enregistré un recul de 0,6 % (*ibid*.). Se pose alors la question de savoir si le cycle actuel de récession est comparable à ceux qu'a connus l'Autriche depuis la fin des années cinquante, qui se sont soldés par trois ou quatre semestres de recul avant une reprise vigoureuse. Les pronostics se font là aussi plus pessimistes « dans la perspective actuelle, la reprise est significativement plus faible que c'était le cas au cours des dernières décennies. Cela doit être mis au compte de la faiblesse durable de la conjoncture mondiale » (*ibid*. p.11).

Le chômage devient objet de débat

Le thème du chômage, jusqu'alors essentiellement militant, commence à faire une apparition plus marquée dans les médias à compter de la fin du printemps 2002 à la suite de fermetures d'entreprises ou de licenciements chez des employeurs réputés sûrs (Libro, KPN, Semperit, VA Tech). Les faillites augmentent de 4,7 % au premier trimestre 2002, avant tout dans le bâtiment, mais aussi du fait de la défaillance d'entreprises tout nouvellement fondées. Selon la chambre de commerce fédérale (*Wirtschaftskammer*), les créations d'entreprise restent cependant très nombreuses. En avril, l'AMS (*Arbeitsmarktservice*, organisme public chargé de la politique de l'emploi) constate que les trois domaines d'activité sont concernés par l'augmentation du chômage, et en particulier le secteur productif (+23,4 %) au sein duquel l'industrie électrique souffre particulièrement. Les employeurs du bâtiment commencent à mettre en cause la politique budgétaire restrictive de l'Etat. Le commerce signale à partir de la mi-2002 que la consommation privée faiblit nettement, alors qu'elle avait joué un rôle de stabilisateur au cours de l'année précédente.

De l'opportunité ou non de relâcher le déficit budgétaire

La question du déficit fait la une de l'actualité autrichienne depuis plusieurs mois. Elle a pris un tour plus vif au cours de l'été lors de l'élaboration du projet de budget pour 2003. Les experts s'attendent que le ralentissement de la conjoncture rende difficile au gouvernement d'atteindre l'objectif proclamé de « déficit zéro ». En outre, les moyens de parvenir à ce résultat sont fortement discutés et font l'objet d'un bras de fer au sein de la composante d'extrême droite du gouvernement [1]. Jörg Haider proposait d'accepter une reprise du déficit budgétaire jusqu'à 1,5 % pour pouvoir consentir des réductions d'impôts aux particuliers et des diminutions de cotisations sociales aux entreprises. Cette position, soutenue par une partie du monde économique, a été

1. Les membres FPÖ du gouvernement – en particulier la vice-chancelière Riess-Passer et le ministre des Finances Grasser – prennent position en faveur d'un déficit zéro obtenu sans accorder les réductions d'impôts promises. Jörg Haider, leader charismatique de ce parti, prend une position contraire. Début septembre, il semblait avoir perdu son pari au profit des membres du gouvernement, mais des manœuvres internes au FPÖ ont contraint ces derniers à la démission. L'approche des élections et les perspectives électorales pour le FPÖ expliquent cette passe d'armes dont la poursuite semble avoir échappé à ses protagonistes. L'ÖVP, qui semblait pouvoir profiter de la division du FPÖ, se trouve devant une difficulté stratégique importante après le retrait de son allié et sa perte de crédibilité comme force gouvernementale. L'ÖVP devrait récupérer des voix sur le FPÖ, mais pas suffisamment pour écarter le SPÖ d'une nouvelle coalition gouvernementale.

re jetée par le gou ver ne ment. Ce der nier a fait va loir que de for tes char ges inat tendues étaient en train de se manifester : chômage accru, demande renforcée des travailleurs vieillissant de travailler à temps par tiel [1], dé fi cits ac crus des ser vices pu blics, inon da tions etc. Il en con clut que le bud get de l'Etat doit se sol der sans déficit en 2003 [2]. Cette attitude se comprend comme un mélange d'orthodoxie libérale, de volonté de rupture d'un modèle éco no mique au tri chien en core for tement mar qué par les dé pen ses pu bli ques et les sociétés nationales, et d'op por tunisme politique au sein de la coalition gouvernementale. Cette position avait d'ailleurs reçu le soutien inattendu de Bert Rürup, l'un des experts éco no miques du chancelier Schröder, à l'opposé des po si tions dé fen dues par le SPÖ et les Verts. Le gou ver ne ment s'est ap puyé sur l'émo tion créée par les inon da tions pour justifier son refus de baisser les impôts. Des subventions gouvernementales importan tes ac croî tront le dé fi cit, mais el les profiteront au secteur de la construction qui y trou ve ra une bouffée d'oxy gène.

Au cours des années 2001 et 2002, pro fi tant de la bonne san té du mar ché du tra vail an té rieure, le gou ver ne ment a réduit le fi nan ce ment de l'AMS, jus te ment dans l'objectif de réduire le déficit. Les moyens pour une politique active de l'emploi au raient di mi nué de plus de 40 millions d'euros selon les initiateurs d'une campagne citoyenne contre le démontage de l'Etat so cial [3]. L'institution qui gère le chô mage et les me su res d'accès à l'em ploi vou drait par ve nir à ce que 20 % des chô meurs puis sent bé né fi cier de me su res ac ti ves d'em ploi, en pri vi lé giant la re cherche d'em ploi sur les me su res de qualification faute de moyens ; le SPÖ chiffre à 15 % les chô meurs ac tuel le ment en mesures de qualification et voudrait por ter ce ni veau à 30 %. Tou tes les par ties (gouvernement, employeurs, syndicats, AMS) se sont aus si li guées contre l'idée émise par l'or ga nisme de re cherche Wifo de fa vo ri ser l'em bauche de sa la riés moins qua li fiés *via* des al lé ge ments de char ges ci blés [4].

Quelle op po si tion ? Quelle coa li tion ?

Dans le débat public, le gou vernement a pro fi té un mo ment de ses di vi sions pour marginaliser les thèses des op posants, par tis et syn di cats.

Le dé bat sur la ré duc tion du dé fi cit et sur les moyens d'y par ve nir mené au sein même des partis de la coalition laissait peu d'es pace aux par tis d'op po si tion. La perspective d'un assainissement des finances publiques semblait avoir plutôt bonne presse au près de la po pu la tion autrichienne et des électeurs de droite comme de gauche se lon les son da ges. La coalition gouvernementale a cependant ex plo sé dé but sep tembre 2002 parce que

1. Au début de l'année 2002, à la demande des entreprises, il devient possible pour un travailleur âgé de se mettre à temps partiel (*Altersteilzeitarbeit*) sans qu'un autre salarié vienne le remplacer, ce qui était une condition impérative auparavant. Du coup, les demandes se sont multipliées, pour ce qui est devenu « un système de pré-retraite » selon un expert, à la charge du budget de l'Etat.
2. Mi-septembre 2002, le déficit semble devoir atteindre de toute façon 1,5 %.
3. Sozialstaat Österreich Volksbegehren, www. Sozialstaat. at.
4. Une subvention au salaire versée par l'AMS existe déjà pour ce type de salariés ; elle concernera environ 10 000 personnes en 2003.

le parti FPÖ s'est opposé à ses propres ministres qui plaidaient pour la réduction du déficit contre les baisses d'impôts. Ces ministres étaient plus proches des thèses de l'autre parti de la coalition, l'ÖVP, qui privilégie ce moyen pour assainir l'économie et la préparer au choc que tous attendent avec une certaine inquiétude : celle de l'ouverture à l'Est de l'Union européenne. Au sein même de l'ÖVP cette thèse ne fait d'ailleurs pas l'unanimité.

Le SPÖ, tout en soulignant les contradictions internes aux partis de la coalition, se trouvait gêné par les proximités entre ses propres positions et celles de l'aile radicale du FPÖ : les uns et les autres acceptaient l'idée d'un déficit aggravé via la réduction d'impôts. Le SPÖ privilégiait les réductions bénéficiant aux ménages alors que le FPÖ proposait un cocktail de mesures comprenant des réductions de cotisations sociales pour les entreprises, des aides à la recherche d'emploi pour les chômeurs, des mesures ciblées de formation permanente des salariés et enfin une hausse des moyens concédés à la recherche et au développement » [1]. Le SPÖ avait le jeu plus facile à condamner les « trente hausses d'impôt » (essentiellement des augmentations de cotisation sociales, des diminutions de prestations et des hausses de TVA) introduites par un gouvernement qui « repousse sans cesse ses promesses de baisse des charges fiscales ». En se coupant de la majorité de ses ministres, le FPÖ de J. Haider voulait réagir à cette accusation de duplicité, véritable poison pour un parti qui se veut sans compromission. A la mi-septembre, la rupture de l'accord gouvernemental semble remettre le SPÖ dans le jeu politique. Il se retrouve en position de former une nouvelle coalition avec l'ÖVP, et son leader prétend parvenir à 40 % des voix. Les sondages les lui laissent espérer, qui créditent le FPÖ de 14 % des suffrages, soit 13 points de moins qu'en 1999. A ce seuil, talonné par les Verts, il ne serait plus un allié possible pour une coalition, même numériquement.

Début août 2002 l'ÖGB déclare que « le chômage doit devenir le sujet numéro un en Autriche ». Mais la centrale syndicale a mis longtemps à voir le chômage et sa progression comme des questions stratégiques. Au cours de l'année 2001, elle s'est essentiellement préoccupée de problèmes d'organisation interne et des conséquences pour elle et ses affiliés occupés de l'arrivée au pouvoir de la nouvelle coalition [2]. Il est vrai que les mesures de restrictions budgétaires ont eu des effets très négatifs sur les conditions d'emploi dans la fonction publique et que l'assainissement des comptes des systèmes sociaux a conduit à de nombreuses augmentations de cotisation contre lesquelles l'ÖGB s'est mobilisée. Depuis les premiers mois de 2002, le thème du chômage apparaît dans ses interventions et ses publications, sans doute à la suite de l'évolution de l'emploi dans le bâtiment et dans les industries réputées protégées (chimie, industrie électrique). En juin

1. « Dramastischer Anstieg der Arbeitslosigkeit », 2.08.2002.
2. *Cf.* Christian Dufour, *« L'honneur perdu du syndicalisme autrichien ? », Chronique Internationale de l'IRES*, 73, novembre 2001, pp.15-22.

2002, le pré si dent de l'ÖGB réa git face à la nouvelle montée du chômage et propose que soit mise en place « une large pa lette de moyens et une baisse si gni fi cative des im pôts sur les sa lai res pour combattre le chômage » [1] – position que ne renierait pas le SPÖ. Il insiste sur la néces si té de trou ver des moyens spé ci fi ques pour les jeu nes et les plus âgés qui sont spé cia le ment frap pés par le chô mage. Le ren for ce ment du pou voir d'achat des sala riés est le moyen pri vi lé gié par le syn dicat pour assurer une re prise de l'em ploi, suivant une logique très keynésienne. Précédemment, l'ÖGB avait chiffré à 645 € la baisse d'impôt moyenne [2] qui pouvait être consentie aux salariés pour « re lan cer l'éco nomie par la consom mation ».

Plus nouvelle pour la centrale au trichienne est sa prise de po si tion en fa veur d'une ré duc tion du temps de tra vail à 35 heures sans réduction des salaires. Jusqu'à une date ré cente, l'ÖGB, dont le président est aussi président de la CES, n'avait pas manifesté de sensibilité très forte à la réduction du temps de travail. Pour tant, lors d'une confé rence syn di cale en mai 2002, l'ÖGB s'est dé clarée prête à né go cier une in tro duc tion pro gres sive des 35 heu res, sur la base d'ini tia ti ves par lemen tai res. Dans la si tua tion du prin temps 2002, ce préa lable cons ti tuait une pro tection sé rieuse contre toute mise en œuvre de cette proposition sur laquelle le SPÖ ne s'est pas prononcé ouvertement. La cam pagne élec to rale de cet au tomne sera peut-être l'oc ca sion de re ve nir sur ce sujet.

L'Au triche, un pays de chô mage par mi les au tres ?

Au cours de l'été 2002, l'Autriche semble prendre conscience que le chômage peut être un fléau de longue durée, tou chant des sa la riés au cœur du sys tème pro duc tif, et pas seu le ment le ré sul tat passa ger d'une pé nurie de crois sance ve nant de l'étran ger. Le pays se trouve face à de redoutables échéances économico-politiques du fait de l'élar gis se ment de l'Union eu ro péenne. Ni les par tis « à vo ca tion majoritaire », ni les syndicats ne semblent prêts à cou rir de grands ris ques dans cette période. Les jeux tactiques en vue des échéances élec to ra les de l'au tomne 2003 do mi naient le su jet du chô mage au cours de l'été 2002 alors que la cam pagne paraissait déjà ouverte mais avant que la crise po li tique ne de vienne ai guë.

La dynamique interne du FPÖ a déran gé ce jeu. Le po pu lisme de son aile domi nante [3] a interrompu l'expérience de l'al liance avec lui qu'avait tentée l'ÖVP, poussant à des élections anticipées en pleine pé riode de crois sance du chô mage. Ce dernier devient à l'automne de 2002 un thème politico-social central, qui oblige les uns et les au tres à se pro non cer dans l'ar bi trage entre dé fi cit et ni veau de chô mage. Ni l'ÖVP ni le SPÖ ne veu lent cou rir le risque de man quer la chance de se trou ver de main dans une coa li tion gouvernementale renouvelée. Ni l'un ni

1. *ÖGB Nachrichtendienst*, 13 juin 2002, nº 3120.
2. *ÖGB Nachrichtendienst*, 6 juin 2002, nº 3119.
3. Le FPÖ a une tradition ancienne de libéralisme économique que la prise de pouvoir de Jörg Haider a en partie contrariée. Les ministres FPÖ se rattachaient à cette aile du FPÖ plus qu'à sa version populiste. Ils pensaient pouvoir profiter des atouts électoraux de cette dernière sans lui payer le tribut que Jörg Haider a fini par réclamer.

l'autre ne veulent se lier avec des promesses que l'ouverture de l'Europe à l'Est rendrait difficilement réalisables. L'un et l'autre sont prêts à se partager une partie des dépouilles électorales que le FPÖ ne devrait pas manquer d'abandonner après son *happening* auto-destructeur de l'été. L'enjeu est de savoir qui sera la puissance dominante dans une coalition nouvelle – avec des Verts en embuscade même s'ils n'étaient pas, au début de la campagne, de sérieux prétendants à une coalition.

Sources

Der Standard, ÖGB *Nachrichtendienst*.